

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) Fixation du coefficient multiplicateur pour 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

:La directive européenne 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité et l'article 23 de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (dite «loi NOME») ont conduit le législateur à instituer à compter du 1^{er} janvier 2011 la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE), régie par les articles L2333-2 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les dispositions légales prévues à l'article L. 2333-4 du CGCT concernant la modulation et l'évolution tarifaire de la TCFE ayant changé, il vous est proposé, afin de garantir le financement de l'entretien des réseaux locaux de distribution, de délibérer sur l'adoption d'un nouveau coefficient, dans les délais légaux pour une prise en compte en 2016.

En parallèle, il est prévu que le Conseil Municipal se prononce également durant la séance d'aujourd'hui sur le transfert de la perception de cette taxe à la Métropole afin d'intégrer une stratégie commune sur notre territoire.

La taxe est jusqu'à présent établie selon les règles prévues au CGCT, Article L2333-2 et suivants, dans les conditions déterminées par la Délibération du Conseil Municipal n° 2012/333 du 25 juin 2012 fixant la valeur du coefficient multiplicateur pour le calcul de la taxe pour la Ville de Montpellier à 8.

L'article L2333-4 modifié par la loi n° 2014-1655 de finances rectificative pour 2014 Art 37 (V), applicable à compter du 1^{er} janvier 2016, prévoit que ce sont désormais les tarifs de la taxe fixés à l'article L3333-3 du même code qui seront actualisés automatiquement chaque année, en tenant compte de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac, et non plus la limite supérieure du coefficient multiplicateur tel que prévu jusqu'à ce jour.

Le même article définit également les nouveaux choix possibles pour fixer la valeur du coefficient multiplicateur et les délimite ainsi : 0, 2, 4, 6, 8 ou 8,5.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De se prononcer sur l'adoption pour le calcul de la TCFE d'un coefficient multiplicateur fixé à 8,50 à compter du 1^{er} janvier 2016, applicable aux tarifs légaux dorénavant indexés, en vertu des nouvelles règles définies à l'article L3333-3 du CGCT modifié,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015